



## Service public

### **Fédération syndicale SUD**

Pl. Chauderon 5 - 1003 Lausanne

tél. 021 / 351 22 50

e-mail [info@sud-vd.ch](mailto:info@sud-vd.ch)

site [www.sud-vd.ch](http://www.sud-vd.ch)

Lausanne, le 11 avril 2025

## **Le Conseil d'Etat aggrave l'austérité et accroît le danger social**

La ligne rouge du petit déficit ayant été franchie, le Conseil d'Etat nous notifie 94 millions de coupes et d'économies supplémentaires. Cet ensemble de mesures implique une nouvelle aggravation des politiques austéritaires que ce gouvernement mène systématiquement et quel qu'en soit le coût social, depuis des années maintenant.

Le « trésor de guerre » de 5,5 milliards de l'Etat de Vaud résulte d'une désagrégation, de plus en plus grave et de plus en plus significative du service public étatique et du secteur subventionné. Cette politique a été doublée par une stratégie de rabais fiscaux qui culminera dans l'opération du 7%. Alors même que l'initiative du rabais fiscal du 12 %, elle aussi liée aux intérêts des privilégié-es, menace les ressources publiques à hauteur de 550 millions par an.

Ces rabais fiscaux bénéficient avant tout aux groupes sociaux privilégiés, ils se succèdent depuis des années et sont aggravés par les choix de la majorité gouvernementale et politique dans le canton. Les centaines de millions d'économies qui chaque année sont imposées dans le service public, étatique ou subventionné, augmentent maintenant d'un montant général qui comprend l'ensemble du déficit qui vient d'être annoncé.

Le canton se heurte à un manque de moyens notoires pour faire face aux besoins sociaux et assurer au personnel des moyens, des conditions de travail et des rétributions décentes.

Les politiques austéritaires et les stratégies qui en dérivent menées depuis des années, bien avant le changement de majorité gouvernementale d'ailleurs, ont abouti à des processus de crise systémique et de dégradation de champs entiers du service public et subventionné. En aucun cas, il n'est possible sans porter atteinte à la production des prestations, aux moyens, aux conditions de travail et de salaire, d'approfondir encore l'austérité qui étrangle le service public.

Aussi, appelons-nous à une résistance du personnel concerné et de l'ensemble des associations professionnelles et syndicales contre cette politique d'austérité qui n'en finit pas.

De surcroît, le canton souffre d'un manque notoire de ressources publiques alors que la majorité politique et gouvernementale poursuit imperturbablement son entreprise de réduction et de destruction du service public. Très clairement, il faut répartir autrement la

richesse sociale et aller chercher dans les groupes privilégiés les moyens de développer un service public qui est, rappelons-le, un bien commun de toute la société.

La résistance des privilégié-es à honorer leur devoir fiscal est une insulte à toute la citoyenneté. Sur ce point aussi, il faut que les personnes et les milieux intéressés se déterminent clairement et qu'un grand débat puisse être ouvert dans notre société. Il n'est pas possible que des réductions de la dépense publique, moyennant notamment des rabais fiscaux, entraînent une dégradation de plus en plus insupportable du bien commun : administration générale, école et formation, sécurité, santé et travail social.